



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CONTRE LE CHÔMAGE INTERDICTION DES LICENCIEMENTS ET DES SUPPRESSIONS DE POSTES !

BULLETIN NPA

25 JUIN 2019

Samedi dernier, 7 à 8 000 personnes ont manifesté à Belfort, en réaction aux 1 050 licenciements annoncés chez General Electric.

Aujourd'hui, Macron et ses ministres font semblant de se préoccuper du sort de ces travailleurs. Mais en 2014, c'est Macron, alors ministre de l'économie, qui a organisé le rachat-cadeau de la branche turbines d'Alstom par General Electric en prétendant « sauver les emplois » et même garantir la « création de 1 000 emplois ».

Cinq ans plus tard, les 1 000 emplois supplémentaires se transforment en 1 050 suppressions d'emplois ! Ce n'est pas de la mauvaise magie, mais l'application de la logique économique capitaliste, de la liberté des actionnaires de décider, au nom du « droit de propriété », de la vie de milliers de familles.

LA DICTATURE DES ACTIONNAIRES

C'est cette logique, accompagnée par le gouvernement de Macron, qui est à l'œuvre à Ford, à Ascoval, à Whirlpool, à Carrefour, à New Look ...

Les groupes capitalistes, français ou étrangers, traitent les travailleurs comme des kleenex dont on se débarrasse après usage. En difficulté temporaire, voire simplement pour faire monter leur cours en bourse, ils licencient des centaines de travailleurs comme à Belfort, sans se soucier des conséquences pour la région. Et le gouvernement, complice de ces groupes, leur montre l'exemple en supprimant des emplois à La Poste, la SNCF, dans les hôpitaux ou l'éducation.

DOUX AVEC LES RICHES MAIS FÉROCE AVEC LES CLASSES POPULAIRES

Au moment où les plans de licenciements déferlent, le gouvernement s'en prend aux chômeurs. Il réduit le droit aux indemnités de chômage en imposant d'avoir travaillé 6 mois sur 24 au lieu de 4 sur 28 mois. Et le calcul des indemnités ne se fera plus sur les revenus des jours travaillés, mais sur une moyenne sur le mois.

Ces mesures brutales, en plus d'économies budgétaires sur le dos des pauvres, visent à contraindre les chômeurs à accepter n'importe quel emploi, à n'importe quelle condition et à n'importe quel salaire !

L'IMPASSE DU « PATRIOTISME » ÉCONOMIQUE

À l'annonce des suppressions d'emplois, des responsables politiques de droite ont sauté sur l'occasion pour appeler à la défense de « l'industrie nationale ». Une idée reprise par Mélenchon, déclarant à Belfort : « C'est davantage qu'une usine dont il est question : il est question de science, de technique et de patrie ».

Pourtant, les travailleurs n'ont aucun intérêt à défendre « l'industrie française » au lieu de leurs emplois, car cela revient à s'aligner sur le patronat français, sur les licenciements du Medef qui ont eu le culot d'appeler à la manifestation de Belfort. Les grands groupes « français » licencient autant que les autres, avec le profit

comme seule boussole. C'est d'ailleurs l'Etat, alors actionnaire, qui avait procédé aux premières vagues de licenciements chez Alstom, avant de céder une partie du groupe à Bouygues. Un patron bien « français » qui a empoché une belle somme en revendant la branche énergie à General Electric !

CONTRE L'UNION NATIONALE, L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS

Même au pied du mur, même soumis à des plans de licenciement ou des fermetures de site, les salariés menacés ont la force du nombre à condition qu'ils fassent cause commune. La CGT Ford qui se bat depuis 10 ans contre la fermeture du site de Blanquefort près de Bordeaux, a lancé un appel dans ce sens : « Nous sommes convaincus que l'issue de notre bataille comme celles de nombreuses autres dépendent de ce que nous pourrions réussir ensemble. »

Parce qu'il n'y a pas de fatalité : la bataille contre les licenciements n'est pas perdue d'avance. Son issue dépend du rapport de force qui se construira entre d'un côté, le patronat et ses complices du gouvernement et de l'autre, l'ensemble des travailleurs de toutes les entreprises, menacées à court terme ou pas, du public comme du privé.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur
l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook ...

